

Table des matières

I. PARTIE GÉNÉRALE

A. Compétence internationale et effet des jugements et actes étrangers

1. Sources internationales

- 5 octobre 1961. – CONVENTION supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, signée à La Haye, approuvée par la loi du 14 mars 1978 (*Mém. A n° 13, 24 mars 1978*) 1
- 7 juin 1968. – CONVENTION européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires, approuvée par la loi du 14 mars 1978 (*Mém. A n° 13, 24 mars 1978*) 4
- 29 juillet 1971. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, approuvée par la loi du 4 août 1975 (*Mém. A n° 50, 12 août 1975*) 5
- 16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention, faits à Bâle, approuvés par la loi du 8 juin 1984 (*Mém. A n° 61, 28 juin 1984*) 6
- 15 septembre 1977. – CONVENTION portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, approuvée par la loi du 2 avril 1981 (*Mém. A n° 25, 4 mai 1981*) 12
- 30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (*J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014*) 13

2. Sources communautaires

- 22 novembre 1996. – RÈGLEMENT (CE) n° 2271/96 du Conseil portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant (*J.O. L 309, 29 novembre 1996; Rect. J.O. L 179, 8 juillet 1997*) 28
- 22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (*J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O. L 307, 24 novembre 2001*) 31
- 19 octobre 2005. – ACCORD entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 299, 16 novembre 2005*) 44

- 20 septembre 2005. – DÉCISION DU CONSEIL 2005/790/CE relative à la signature de l'accord, au nom de la Communauté, entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 299, 16 novembre 2005*) 47
- 27 avril 2006. – DÉCISION DU CONSEIL 2006/325/CE concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 120, 5 mai 2006*) 48
- 4 avril 2007. – COMMUNICATION du Conseil – Information relative à la date d'entrée en vigueur de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 94, 4 avril 2007*) 49
- 12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 351, 20 décembre 2012*) 49
- 12 juin 2013. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile (*J.O. L 181, 29 juin 2013*) 63

3. Sources nationales

- 15 mars 1803. – CODE civil 66
- 3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 66
- 9 décembre 1976. – LOI relative à l'organisation du notariat (*Mém. A n° 76, 14 décembre 1976*) 70
- 7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (*Mémorial A n° 12, 14 mars 1980*) 70
- 24 janvier 1990. – LOI portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle (*Mém. A n° 43, 11 juin 1998*) 71

B. Procédure civile internationale

1. Sources internationales

- 10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles 72
- 1^{er} mars 1954. – CONVENTION internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, approuvée par l'arrêté grand-ducal du 30 mars 1956 (*Mém. A n° 31, 2 juin 1956*) 75
- 15 novembre 1965. – CONVENTION relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires en matière civile ou commerciale et de l'annexe, faite à La Haye, approuvée par la loi du 26 février 1975 (*Mém. A n° 10, 12 mars 1975*) 78

Table des matières

18 mars 1970. – CONVENTION de La Haye sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, approuvée par la loi du 19 mars 1977 (<i>Mém. A n° 15, 26 mars 1977</i>)	82	18 septembre 1995. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant l'assistance judiciaire (<i>Mém. A n° 81, 3 octobre 1995</i>)	138
17 mars 1972. – CONVENTION entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche, additionnelle à la Convention de la Haye du 1 ^{er} mars 1954 relative à la procédure civile, approuvée par la loi du 19 novembre 1974 (<i>Mém. A n° 78, 25 novembre 1974</i>)	86	21 juin 1999. – LOI portant règlement de procédure devant les juridictions administratives (<i>Mémorial A n° 98, 26 juillet 1999</i>)	138
16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention, faits à Bâle, approuvés par la loi du 8 juin 1984 (<i>Mém. A n° 61, 28 juin 1984</i>)	88	C. Conflits de lois	
16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur la computation des délais, approuvée par la loi du 30 mai 1984 (<i>Mém. A n° 57, 16 juin 1984</i>)	89	1. Sources internationales	
25 octobre 1980. – CONVENTION tendant à faciliter l'accès international à la justice, approuvée par la loi du 12 décembre 2002 (<i>Mém. A n° 145, 24 décembre 2002</i>)	90	28 juillet 1951. – CONVENTION relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 20 mai 1953 (<i>Mém. A n° 37, 16 juin 1953</i>)	140
2. Sources communautaires		28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mém. A n° 7, 6 février 1960</i>)	147
27 janvier 1977. – ACCORD européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, fait à Strasbourg le 27 janvier 1977	95	23 février 1962. – TRAITÉ d'Amitié, d'Établissement et de Navigation entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique, approuvé par la loi du 15 décembre 1962 (<i>Mém. A n° 72, 29 décembre 1962</i>)	152
28 mai 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (<i>J.O. L 174, 27 juin 2001</i>)	97	7 juin 1968. – CONVENTION européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, faite à Londres, approuvée par la loi du 5 mai 1977 (<i>Mém. A n° 23, 13 mai 1977</i>)	157
27 janvier 2003. – DIRECTIVE 2003/8/CE du Conseil visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (<i>J.O. L 26, 31 janvier 2003; Rect. J.O. L 32, 7 février 2003</i>)	101	2. Sources communautaires	
21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances contestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>)	106	19 juin 1980. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations contractuelles, signée à Rome	160
12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (<i>J.O. L 399, 30 décembre 2006</i>)	110	11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>)	165
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>)	115	17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	169
13 novembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (<i>J.O. L 324, 10 décembre 2007</i>)	122	3. Sources nationales	
3. Sources nationales		17 octobre 1868. – CONSTITUTION coordonnée (<i>Mémorial A n° 23, 22 octobre 1868</i>)	178
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	132	15 mars 1803. – CODE civil	178
7 mars 1980. – LOI sur l'organisation judiciaire (<i>Mémorial A n° 12, 14 mars 1980</i>)	135	31 janvier 1948. – LOI relative à la réglementation de la navigation aérienne (<i>Mém. A n° 11, 14 février 1948</i>)	179
10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat (<i>Mémorial A n° 58, 27 août 1991</i>)	136	II. DROIT DE LA FAMILLE	
		A. Statut personnel	
		1. Sources internationales	
		12 juin 1902. – CONVENTION internationale conclue à La Haye pour régler la tutelle des mineurs, approuvée par la loi du 10 mai 1904 (<i>Mém. A n° 38, 7 juin 1904</i>)	181
		28 juillet 1951. – CONVENTION relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 20 mai 1953 (<i>Mém. A n° 37, 16 juin 1953</i>)	182

28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mém. A n° 7, 6 février 1960</i>)	183	20 décembre 2010. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	233
26 septembre 1957. – CONVENTION relative à la délivrance gratuite et à la dispense de légalisation des expéditions d'actes de l'état civil, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mém. A n° 7, 6 février 1960</i>)	184	3. Sources nationales	
4 septembre 1958. – CONVENTION relative aux changements de noms et de prénoms, approuvée par la loi du 2 mars 1982 (<i>Mém. A n° 13, 16 mars 1982</i>)	185	15 mars 1803. – CODE civil	239
5 octobre 1961. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs, approuvée par la loi du 17 mai 1967 (<i>Mém. A n° 35, 7 juin 1967</i>)	186	3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)	241
1 ^{er} juin 1970. – CONVENTION sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps, approuvée par la loi du 20 décembre 1990 (<i>Mém. A n° 78, 28 décembre 1990</i>)	188	31 juillet 1979. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code Civil (<i>Mém. A n° 71, 6 septembre 1979</i>)	242
14 mars 1978. – CONVENTION sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages, approuvée par la loi du 20 décembre 1990 (<i>Mém. A n° 78, 28 décembre 1990</i>)	191	18 avril 1984. – LOI relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales (<i>Mém. A n° 51, 7 juin 1984</i>)	243
20 mai 1980. – CONVENTION européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, faite à Luxembourg, approuvée par la loi du 28 février 1983 (<i>Mém. A n° 12, 8 mars 1983</i>)	193	4 mai 1984. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL déterminant, en application de l'article III de la loi du 18 avril 1984 relative à la délégation et à la déchéance de l'autorité parentale et à la tutelle aux prestations sociales, la procédure à suivre devant le juge des tutelles en matière de tutelle aux prestations sociales (<i>Mém. A n° 51, 7 juin 1984</i>)	243
25 octobre 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye, approuvée par la loi du 16 mai 1986 (<i>Mém. A n° 41, 24 mai 1986</i>)	198	9 juillet 2004. – LOI relative aux effets légaux de certains partenariats (<i>Mémorial A n° 143, 6 août 2004</i>)	243
12 juin 1992. – CONVENTION entre le grand-duché de Luxembourg et la république portugaise relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, approuvée par la loi du 18 mars 1995 (<i>Mém. A n° 23, 30 mars 1995</i>)	202	23 octobre 2008. – LOI sur la nationalité luxembourgeoise (<i>Mémorial A n° 158, 27 octobre 2008</i>)	244
29 mai 1993. – CONVENTION sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, approuvée par la loi du 14 avril 2002 (<i>Mém. A n° 50, 17 mai 2002</i>)	205	16 décembre 2008. – LOI relative à l'aide à l'enfance et à la famille (<i>Mém. A n° 192, 22 décembre 2008</i>)	244
19 octobre 1996. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, approuvée par la loi du 16 juin 2010 (<i>Mém. A n° 93, 22 juin 2010</i>)	211	19 juin 2013. – LOI relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de 1) l'article 104 du Code civil; 2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; 3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et abrogeant 1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et 2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire (<i>Mém. A n° 107, 25 juin 2013; Rect. Mém. A n° 115, 4 juillet 2013</i>)	245

2. Sources communautaires

27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles II bis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>)	218
2 décembre 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 2116/2004 du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2201/2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000, en ce qui concerne les traités avec le Saint-Siège (<i>J.O. L 367, 14 décembre 2004</i>)	233

B. Droit patrimonial de la famille

1. Sources internationales

20 juin 1956. – CONVENTION sur le recouvrement des aliments à l'étranger, faite à New York, approuvée par la loi du 18 juin 1971 (<i>Mém. A n° 42, 3 juillet 1971</i>)	249
24 octobre 1956. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants, faite à La Haye, approuvée par la loi du 17 juillet 1958 (<i>Mém. A n° 42, 12 août 1958</i>)	252
5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, faite à La Haye, approuvée par la loi du 13 juin 1978 (<i>Mém. A n° 35, 28 juin 1978</i>)	253

Table des matières

2 octobre 1973. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires, approuvée par la loi du 6 juin 1981 (<i>Mém. A n° 37, 22 juin 1981</i>)... ..	255
2 octobre 1973. – CONVENTION concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires, approuvée par la loi du 2 décembre 1980 (<i>Mém. A n° 83, 22 décembre 1980</i>)... ..	257
14 mars 1978. – CONVENTION de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux, approuvée par la loi du 17 mars 1984 (<i>Mém. A n° 29, 9 avril 1984</i>)... ..	261
2. Sources communautaires	
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)... ..	264
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013</i>)... ..	279
3. Sources nationales	
15 mars 1803. – CODE civil... ..	299
3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>)... ..	300
29 février 1872. – LOI relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. (<i>Mém. A n° 5, 4 mars 1872</i>)... ..	300
26 juillet 1980. – LOI concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité (<i>Mém. A n° 55, 12 août 1980</i>)... ..	301
3 août 2011. – LOI portant mise en application du Règlement (C.E.) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mém. A n° 175, 12 août 2011</i>)... ..	301
3 août 2011. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution des articles 2 et 3 de la loi du 3 août 2011 portant mise en application du règlement (CE) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile (<i>Mém. A n° 175, 12 août 2011</i>)... ..	302
III. CONTRATS ET DÉLITS SPÉCIAUX	
A. Contrats spéciaux	
1. Sources internationales	
23 septembre 1910. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, signée à Bruxelles... ..	304
19 mai 1956. – CONVENTION relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), approuvée par la loi du 16 décembre 1963 et du Protocole de signature, conclus à Genève, approuvé par la loi du 15 avril 1980 (<i>Mém. A n° 74, 31 décembre 1963</i>)... ..	306
13 décembre 1974. – CONVENTION relative au transport par mer de passagers et de leurs bagages, faite à Athènes et son protocole fait à Londres le 19 novembre 1976... ..	313
11 avril 1980. – CONVENTION des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne, approuvée par la loi du 26 novembre 1996 (<i>Mém. A n° 86, 10 décembre 1996</i>)... ..	314
28 mai 1999. – CONVENTION pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, faite à Montréal, approuvée par la loi du 12 août 2003 (<i>Mém. A n° 131, 3 septembre 2003</i>)... ..	324
2. Sources communautaires	
23 avril 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 392/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident (<i>J.O. L 131, 28 mai 2009</i>)... ..	334
3. Sources nationales	
9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (<i>Mém. A n° 58, 12 novembre 1990</i>)... ..	335
B. Délits spéciaux	
1. Sources internationales	
23 septembre 1910. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, signée à Bruxelles... ..	336
10 mai 1952. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence civile en matière d'abordage, signée à Bruxelles... ..	338
4 mai 1971. – CONVENTION sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière, faite à La Haye, approuvée par la loi du 8 juillet 1980 (<i>Mém. A n° 49, 25 juillet 1980</i>)... ..	339
2 octobre 1973. – CONVENTION sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits, faite à La Haye, approuvée par la loi du 21 mars 1985 (<i>Mém. A n° 16, 28 mars 1985</i>)... ..	341
19 novembre 1976. – CONVENTION sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes (L.L.M.C.), faite à Londres... ..	343
29 novembre 1969. – CONVENTION internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (CLC 1992) (version consolidée de la CLC 1969 et du Protocole 1992)... ..	344
23 mars 2001. – CONVENTION internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soude... ..	348

2. Sources européennes

29 avril 2004. – DIRECTIVE 2004/80/ CE du Conseil relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité (*J.O. L 261, 6 août 2004*) 351

3. Sources nationales

23 novembre 1955. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (*Mém. A n° 66, 2 décembre 1955*) 354

12 mars 1984. – LOI relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse (*Mém. A n° 25, 22 mars 1984*) 356

IV. DROIT SOCIAL

A. Sources internationales

7 février 2006. – CONVENTION du travail maritime, approuvée par la loi du 10 juillet 2011 (*Mém. A n° 147, 20 juillet 2011*) 357

30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (*J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009*) 358

B. Sources communautaires

16 décembre 1996. – DIRECTIVE 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (*J.O. L 18, 21 janvier 1997; Rect. J.O. L 301, 20 novembre 2007; Rect. J.O. L 310, 28 novembre 2007*) 359

22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (*J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O. L 307, 24 novembre 2001*) 362

11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (*J.O. L 199, 31 juillet 2007*) 362

17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (*J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009*) 363

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*J.O. L 351, 20 décembre 2012*) 363

C. Sources nationales

31 juillet 2006. – CODE du travail (*Mémorial A n° 149, 29 août 2006*) 364

3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (*Mémorial A n° 64, 17 août 1998*) 368

11 novembre 1970. – LOI sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes (*Mémorial A n° 62, 20 novembre 1970*) 369

9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (*Mém. A n° 58, 12 novembre 1990*) 370

V. DROIT DE LA CONSOMMATION

A. Sources internationales

30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (*J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009*) 371

B. Sources communautaires

5 avril 1993. – DIRECTIVE 93/13/CEE du Conseil concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (*J.O. L 95, 21 avril 1993*) 372

25 mai 1999. – DIRECTIVE 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation (*J.O. L 171, 7 juillet 1999*) 373

22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (*J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O. L 307, 24 novembre 2001*) 373

23 septembre 2002. – DIRECTIVE 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs, et modifiant les directives 90/619/CEE du Conseil, 97/7/CE et 98/27/CE (*J.O. L 271, 9 octobre 2002*) 373

11 mai 2005. – DIRECTIVE 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil («directive sur les pratiques commerciales déloyales») (*J.O. L 149, 11 juin 2005*) 374

23 avril 2008. – DIRECTIVE 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil (*J.O. L 133, 22 mai 2008; Rect. J.O. L 207, 11 août 2009; Rect. J.O. L 199, 31 juillet 2010; Rect. J.O. L 234, 10 septembre 2011*) 374

17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (*J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009*) 374

25 octobre 2011. – DIRECTIVE 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux droits des consommateurs, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CEE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil (*J.O. L 304, 22 novembre 2011*) 375

Table des matières

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>)	375
21 mai 2013. – DIRECTIVE 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (C.E.) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au R.E.L.C.) (<i>J.O. L 165, 18 juin 2013</i>)	375

C. Sources nationales

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (<i>Mémorial A n° 69, 12 avril 2011</i>)	376
--	-----

VI. DROIT DES ASSURANCES

A. Sources internationales

30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (<i>J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009</i>)	377
--	-----

B. Sources communautaires

22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (<i>J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O. L 307, 24 novembre 2001</i>)	378
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	378
16 septembre 2009. – DIRECTIVE 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité (<i>J.O. L 263, 7 octobre 2009</i>)	378
25 novembre 2009. – DIRECTIVE 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (<i>J.O. L 335, 17 décembre 2009</i>)	389
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>)	392

C. Sources nationales

6 décembre 1991. – LOI sur le secteur des assurances (<i>Mémorial A n° 84, 23 décembre 1991</i>)	393
--	-----

27 juillet 1997. – LOI sur le contrat d'assurance (<i>Mémorial A N° 65, 3 septembre 1997</i>)	396
16 avril 2003. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (<i>Mém. A n° 62, 8 mai 2003</i>)	397

VII. STATUT RÉEL

A. Droits réels immobiliers

1. Sources européennes

14 janvier 2009. – DIRECTIVE 2008/122/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange (<i>J.O. L 33, 3 février 2009</i>)	400
---	-----

2. Sources nationales

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (<i>Mémorial A n° 69, 12 avril 2011</i>)	401
25 septembre 1905. – LOI sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 63, 28 octobre 1905</i>)	401
16 mai 1975. – LOI portant statut de la copropriété des immeubles bâtis (<i>Mémorial A n° 28, 23 mai 1975</i>)	401

B. Sûretés réelles

1. Sources internationales

10 avril 1926. – CONVENTION internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, et protocole de signature, signés à Bruxelles	402
19 juin 1948. – CONVENTION relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, faite à Genève et approuvée par la loi du 4 août 1975 (<i>Mém. A n° 50, 12 août 1975</i>)	404
16 novembre 2001. – CONVENTION du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, approuvée par la loi du 28 mai 2008 (<i>Mém. A n° 78, 9 juin 2008</i>)	407
16 novembre 2001. – PROTOCOLE du Cap portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, approuvé par la loi du 28 mai 2008 (<i>Mém. A n° 78, 9 juin 2008</i>)	419
23 février 2007. – PROTOCOLE de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles signé à Luxembourg le 23 février 2007, approuvé par la loi du 16 décembre 2011 (<i>Mém. A n° 267, 23 décembre 2011</i>)	428

2. Sources nationales

15 mars 1803. – CODE civil	436
4 novembre 1820. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la radiation d'inscriptions hypothécaires en vertu de titres passés à l'étranger. (<i>Mém. A n° 2, 2 janvier 1820</i>)	436
17 août 1935. – LOI concernant l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires. (<i>Mém. A n° 53, 21 août 1935</i>)	437
14 juillet 1966. – LOI sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, modifiée et complétée par la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales. (<i>Mém. A n° 43, 11 juin 1998</i>)	437
29 mars 1978. – LOI concernant la reconnaissance des droits sur aéronef (<i>Mém. A n° 17, 1^{er} avril 1978</i>)	438
9 novembre 1990. – LOI ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois (<i>Mém. A n° 58, 12 novembre 1990</i>)	447

C. Biens culturels**1. Sources européennes**

15 mars 1993. – DIRECTIVE 93/7/CEE du Conseil relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre (<i>J.O. L 74, 27 mars 1993</i>)	449
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 116/2009 du Conseil concernant l'exportation de biens culturels (<i>J.O. L 39, 10 février 2009</i>)	451

2. Sources nationales

9 janvier 1998. – LOI portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne. (<i>Mém. A n° 8, 6 février 1998</i>)	454
---	-----

D. Trust**1. Sources internationales**

1 ^{er} juillet 1985. – CONVENTION relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance, approuvée par la loi du 27 juin 2003 (<i>Mém. A n° 124, 3 septembre 2003</i>) ..	456
---	-----

2. Sources nationales

27 juillet 2003. – LOI – portant approbation de la Convention de La Haye du 1 ^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance; – portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et – modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers (<i>Mémorial A n° 124, 3 septembre 2003</i>) ..	459
---	-----

VIII. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**A. Sources internationales**

20 mars 1883. – CONVENTION de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Stockholm, le 14 juillet 1967 et approuvée par la loi du 28 mars 1974 (<i>Mém. A n° 38, 17 mai 1974</i>)	461
24 juillet 1971. – CONVENTION de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914 et révisée à Rome le 2 juin 1928, à Bruxelles le 26 juin 1948, à Stockholm le 14 juillet 1967, approuvée par la loi du 23 mai 1888	472
14 avril 1891. – ARRANGEMENT de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, révisé à Stockholm le 14 juillet 1967 et approuvé par la loi du 28 mars 1974 (<i>Mém. A n° 38, 17 mai 1974</i>)	484
27 juin 1989. – PROTOCOLE relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (adopté à Madrid le 27 juin 1989) et approuvé par la loi du 31 juillet 1995 (<i>Mém. A n° 70, 25 août 1995</i>) ..	491
28 juillet 1951. – CONVENTION relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 20 mai 1953 (<i>Mém. A n° 37, 16 juin 1953</i>)	498
6 septembre 1952. – CONVENTION universelle sur le droit d'auteur et Protocoles annexes, signés à Genève. .	499
28 septembre 1954. – CONVENTION relative au statut des apatrides, approuvée par la loi du 13 janvier 1960 (<i>Mém. A n° 7, 6 février 1960</i>)	503
26 octobre 1961. – CONVENTION internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	504
28 avril 1977. – TRAITÉ de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, et règlement d'exécution, faits à Budapest	509
25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), approuvée par la loi du 16 mai 2006 (<i>Mém. A n° 91, 26 mai 2006</i>)	514
30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Lugano (<i>J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009</i>) ..	530

B. Sources communautaires

5 octobre 1973. – CONVENTION sur la compétence judiciaire et la reconnaissance de décisions portant sur le droit à l'obtention du brevet européen (protocole sur la reconnaissance), fait à Munich le 5 octobre 1973	531
15 décembre 1989. – ACCORD européen 89/695/CEE en matière de brevets communautaires, fait à Luxembourg (<i>J.O. L 401, 30 décembre 1989</i>)	532
11 mars 1996. – DIRECTIVE 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la protection juridique des bases de données (<i>J.O. L 77, 27 mars 1996</i>) ..	543

Table des matières

22 décembre 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Bruxelles I) (<i>J.O. L 12, 16 janvier 2001; Rect. J.O.L 307, 24 novembre 2001</i>).....	544
27 septembre 2001. – DIRECTIVE 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une oeuvre d'art originale (<i>J.O. L 272, 13 octobre 2001</i>).....	544
12 décembre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 6/2002 du Conseil sur les dessins ou modèles communautaires (<i>J.O. L 3, 5 janvier 2002</i>).....	544
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/116/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (version codifiée au 31 octobre 2011) (<i>J.O. L 372, 27 décembre 2006</i>).....	562
11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	562
26 février 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) n° 207/2009 du Conseil de la Commission européenne sur la marque communautaire (version codifiée) (<i>J.O. L 78, 24 mars 2009</i>) .	562
25 octobre 2012. – DIRECTIVE 2012/28/UE du Parlement européen et du Conseil sur certaines utilisations autorisées des oeuvres orphelines (<i>J.O. L 299, 27 octobre 2012</i>)....	588
12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>).....	589
17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet (<i>J.O. L 361, 31 décembre 2012</i>).....	589
17 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1260/2012 du Conseil mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction (<i>J.O. L 361, 31 décembre 2012</i>).....	592
19 février 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet (<i>J.O. C 175, 20 juin 2013</i>).....	593

C. Sources nationales

29 décembre 1988. – LOI concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs (<i>Mém. A n° 74, 30 décembre 1988</i>).....	612
20 juillet 1992. – LOI portant modification du régime des brevets d'invention (<i>Mémorial A n° 49, 20 juillet 1992</i>). .	613
18 avril 2001. – LOI portant désignation des tribunaux des marques communautaires (<i>Mémorial A n° 60, 16 mai 2001</i>).....	616
18 avril 2001. – LOI sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (<i>Mémorial A n° 50, 30 avril 2001</i>)	617

IX. DROIT COMMERCIAL

A. Accès au marché

1. Sources internationales

25 juillet 1921. – CONVENTION instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, telle que révisée par le Protocole du 18 décembre 2002, approuvée par la loi du 27 mai 2004 (<i>Mém. A n° 89, 17 juin 2004</i>).....	619
3 février 1958. – TRAITÉ instituant l'Union économique Benelux, Convention transitoire et protocole d'exécution, signés à La Haye.....	621
17 juin 2008. – TRAITÉ portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux signé le 3 février 1958, approuvé par la loi du 4 juin 2009 (<i>Mém. A n° 139, 17 juin 2009</i>).....	625

2. Sources européennes

8 juin 2000. – DIRECTIVE 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique») (<i>J.O. L 178, 17 juillet 2000</i>).....	627
12 décembre 2006. – DIRECTIVE 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (<i>J.O. L 376, 27 décembre 2006</i>).....	628

3. Sources nationales

14 août 2000. – LOI relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 96, 8 septembre 2000</i>).....	653
19 juin 2009. – LOI 1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b) de la prestation temporaire de service 2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur 3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômés à des fins professionnelles. (<i>Mém. A n° 156, 2 juillet 2009</i>).....	654
24 mai 2011. – LOI relative aux services dans le marché intérieur. (<i>Mém. A n° 108, 26 mai 2011</i>).....	655

B. Droit des sociétés et des groupements

1. Sources communautaires

25 juillet 1985. – RÈGLEMENT (CEE) n° 2137/85 du Conseil relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 1985</i>). .	665
---	-----

8 octobre 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 2157/2001 du Conseil relatif au statut de la société européenne (SE) (<i>J.O. L 294, 10 novembre 2001; Rect. J.O. L 302, 20 novembre 2003</i>)	670
22 juillet 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 1435/2003 du Conseil relatif au statut de la société coopérative européenne (S.E.C.) (<i>J.O. L 207, 18 août 2003; Rect. J.O. L 49, 17 février 2007; Rect. J.O. L 79, 20 mars 2007</i>)	680
26 octobre 2005. – DIRECTIVE 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (<i>J.O. L 310, 25 novembre 2005</i>)	694
5 juillet 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil à un groupement européen de coopération territoriale (G.E.C.T.) (<i>J.O. L 210, 31 juillet 2006</i>)	700
2. Sources nationales	
10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n°90, 30 octobre 1915</i>)	709
21 avril 1928. – LOI sur les associations et les fondations sans but lucratif (<i>Mém. A n° 23, 5 mai 1928</i>)	721
25 mars 1991. – LOI sur les groupements d'intérêt économique (<i>Mémorial A n°20, 11 avril 1991</i>)	722
25 mars 1991. – LOI portant diverses mesures d'application du règlement C.E.E. n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (G.E.I.E.) (<i>Mémorial A n°20, 11 avril 1991</i>)	722
19 décembre 2002. – LOI concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (<i>Mémorial A n°149, 31 décembre 2002</i>)	722
13 juillet 2005. – LOI relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (S.E.P.C.A.V.) et d'association d'épargne-pension (A.S.S.E.P.) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 ^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 108, 26 juillet 2005</i>)	723
C. Droit bancaire et financier	
1. Sources communautaires	
19 mai 1998. – DIRECTIVE 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (<i>J.O. L 166, 11 juin 1998</i>)	725
6 juin 2002. – DIRECTIVE 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de garantie financière (<i>J.O. L 168, 27 juin 2002</i>)	727
13 novembre 2007. – DIRECTIVE 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (<i>J.O. L 319, 5 décembre 2007; Rect. J.O. L 187, 18 juillet 2009</i>)	728
13 juillet 2009. – DIRECTIVE 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (<i>J.O. L 302, 17 novembre 2009</i>)	728
1 ^{er} juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/43/UE de la Commission portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion (<i>J.O. L 176, 10 juillet 2010</i>)	730
1 ^{er} juillet 2010. – DIRECTIVE 2010/44/UE de la Commission portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne certaines dispositions relatives aux fusions de fonds, aux structures maître-nourricier et à la procédure de notification (<i>J.O. L 176, 10 juillet 2010; Rect. J.O. L 179, 14 juillet 2010</i>)	730
8 juin 2011. – DIRECTIVE 2011/61/UE. du Parlement européen et du Conseil sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (C.E.) n° 1060/2009 et (U.E.) n° 1095/2010 (<i>J.O. L 174, 1^{er} juillet 2011</i>)	731
2. Sources nationales	
5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>)	735
22 mars 2004. – LOI relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mémorial A n° 46, 29 mars 2004</i>)	738
15 juin 2004. – LOI relative à la Société d'investissement en capital à risque (S.I.C.A.R.) et portant modification de - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (<i>Mémorial A n° 95, 22 juin 2004</i>)	739
10 juillet 2005. – LOI relative au prospectus pour valeurs mobilières et portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE; portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de Surveillance du Secteur Financier; portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers; portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif; portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque; portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (<i>Mémorial A n° 98, 12 juillet 2005</i>)	740

Table des matières

5 août 2005. – LOI sur les contrats de garantie financière (<i>Mémorial A n° 128, 16 août 2005</i>).....	741	7 février 2013. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts par l'État. (<i>Mém. A n° 24, 13 février 2013</i>).....	755
13 février 2007. – LOI relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant – modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, – modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mémorial A n° 13, 13 février 2007</i>).....	742	6 avril 2013. – LOI relative aux titres dématérialisés et portant modification de:– loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;– la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;– la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;– la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;– la loi modifiée du 1 ^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;– la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;– la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;– la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;– la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation (<i>Mém. A n° 71, 15 avril 2013</i>).....	756
10 novembre 2009. – LOI relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et - portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE - portant modification de: - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - la loi du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale de Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances - portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (<i>Mémorial A n° 215, 11 novembre 2009</i>).....	744	12 juillet 2013. – LOI relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et – portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010; – portant modification: – de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR); – de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep); – de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle; – de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; – de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; – de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; – de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; – de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; – du Code de commerce; – de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; – de la loi modifiée du 1 ^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial; – de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934; – de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; – de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mém. A n° 119, 15 juillet 2013</i>).....	756
17 décembre 2010. – LOI concernant les organismes de placement collectif et – portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M.) (refonte); – portant modification: – de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés; – de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010</i>).....	746		
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT CSSF N° 10-4 portant transposition de la directive 2010/43/UE de la Commission du 1 ^{er} juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion. (<i>Mémorial A n° 239, 24 décembre 2010; Rect. Mémorial A n° 253, 14 décembre 2011</i>).....	754		
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT CSSF N° 10-5 portant transposition de la directive 2010/44/UE de la Commission du 1 ^{er} juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne certaines dispositions relatives aux fusions de fonds, aux structures maître-nourricier et à la procédure de notification. (<i>Mém. A n° 239, 24 décembre 2010</i>).....	755		

D. Effets de commerce

1. Sources internationales

7 juin 1930. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, approuvée par la loi du 8 janvier 1962 (<i>Mém. A n° 2, 15 janvier 1962</i>).....	759
--	-----

19 mars 1931. – CONVENTION de Genève destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, approuvée par la loi du 14 mars 1968 (<i>Mém. A n° 18, 19 avril 1968</i>).....	761	26 septembre 1927. – CONVENTION de Genève concernant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger, approuvée par la loi du 29 juillet 1930 (<i>Mém. A n° 38, 9 août 1930</i>).....	787
2. Sources nationales			
15 décembre 1962. – TEXTE COORDONNÉ concernant la lettre de change et le billet à ordre. (<i>Mém. A n° 74, 31 décembre 1962</i>).....	763	10 juin 1958. – CONVENTION pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York, approuvée par la loi du 20 mai 1983 (<i>Mém. A n° 43, 21 juin 1983</i>).....	789
26 février 1987. – TEXTE COORDONNÉ de la loi sur les chèques, annexée à la Convention de Genève du 19 mars 1931 et approuvée par la loi du 14 mars 1968, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 4 juillet 1968 portant introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les chèques et sa mise en vigueur, et par la loi du 16 janvier 1987 portant modification de la loi sur les chèques (<i>Mémorial A n° 8, 26 février 1987</i>).....	763	21 avril 1961. – CONVENTION européenne sur l'arbitrage commercial international et Annexe, faite à Genève, approuvée par la loi du 26 novembre 1981 (<i>Mém. A n° 94, 19 décembre 1981</i>).....	792
E. Procédures collectives		17 décembre 1962. – ARRANGEMENT relatif à l'application de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, fait à Paris, approuvé par la loi du 26 novembre 1981 (<i>Mém. A n° 94, 19 décembre 1981</i>).....	795
1. Sources communautaires		2. Sources nationales	
29 mai 2000. – RÈGLEMENT (CE) n° 1346/2000 du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (<i>J.O. L 160, 30 juin 2000</i>).....	764	3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	797
4 avril 2001. – DIRECTIVE 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit (<i>J.O. L 125, 5 mai 2001</i>).....	773	B. Médiation	
2. Sources nationales		1. Sources communautaires	
15 septembre 1807. – CODE de commerce.....	780	21 mai 2008. – DIRECTIVE 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 136, 24 mai 2008</i>).....	800
5 avril 1993. – LOI relative au secteur financier (<i>Mémorial A n° 27, 10 avril 1993</i>).....	781	2. Sources nationales	
X. MODES ALTERNATIFS DE RÉSOLUTION DES DIFFÉRENDS		3 août 1998. – Nouveau CODE de procédure civile (<i>Mémorial A n° 64, 17 août 1998</i>).....	804
A. Arbitrage		XI. DROIT DES INVESTISSEMENTS	
1. Sources internationales		Sources internationales	
24 septembre 1923. – PROTOCOLE relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève, approuvé par la loi du 29 juillet 1930 (<i>Mém. A n° 38, 9 août 1930</i>).....	786	25 juillet 1921. – CONVENTION instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, telle que révisée par le Protocole du 18 décembre 2002, approuvée par la loi du 27 mai 2004 (<i>Mém. A n° 89, 17 juin 2004</i>).....	808
		MODEL AGREEMENT of the Belgium-Luxembourg Economic Union on the reciprocal promotion and protection of investments.....	809